

## **UNSAC : l'ONU rappelle le rôle important du Comité dans le renforcement de la confiance entre les Etats membres**

**Luanda (Angola), 29 novembre 2019** - La 49<sup>e</sup> session ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) a pris fin le 29 novembre 2019 à Luanda, la capitale de l'Angola, après cinq jours de travaux. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, a saisi cette occasion pour rappeler « le rôle important du Comité dans le renforcement de la confiance entre les Etats membres », y compris en ce qui concerne la résolution ou l'atténuation des tensions politiques ou diplomatiques entre deux ou plusieurs pays. « L'UNOCA demeure disponible pour les facilitations éventuelles que de telles démarches exigeraient », a-t-il précisé, insistant par ailleurs sur la nécessité de réfléchir sur les voies et moyens de garantir la survie du Comité, compte tenu du contexte financier tendu que traverse l'ONU depuis plusieurs mois.

M. François Louncény Fall a également énuméré les différents défis auxquels fait face l'Afrique centrale. Outre les violences souvent provoquées par les contestations électorales et les difficultés dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation en République centrafricaine (RCA), il a évoqué les conflits liés à la transhumance et au pastoralisme ; à la piraterie maritime dans le golfe de Guinée ; à l'extrémisme violent et au terrorisme ; au changement climatique ; etc. Cette dernière question a fait l'objet d'un débat général pendant la réunion des experts ainsi que d'une discussion lors du huis-clos ministériel. « Il s'agit en effet d'une des menaces les plus graves de notre temps », a expliqué le Chef de l'UNOCA. « La sous-région en subit les conséquences, comme l'atteste la situation dans le bassin du lac Tchad où des dizaines de millions de personnes ont vu leurs modes de subsistance bouleversés et leur sécurité et intégrité physique menacées par des terroristes et autres entrepreneurs de guerre », a-t-il précisé.

Les Etats membres de l'UNSAC ont adopté une déclaration dans laquelle ils réaffirment leur détermination à lutter de manière concertée contre ce phénomène. Ils ont demandé au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et à l'UNOCA de coopérer avec les autres partenaires du Système des Nations Unies pour « renforcer leur engagement dans le cadre du Comité en soutien aux efforts des Etats membres pour combattre l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique centrale ».

La cérémonie officielle d'ouverture des travaux de la 49<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC a été présidée par le Ministre angolais des Relations extérieures, M. Manuel Domingos Augusto. Son pays a été porté à la tête du Comité. Le nouveau bureau comprend également la Guinée équatoriale (première vice-présidence), le Burundi (deuxième vice-présidence) et le Gabon (rapporteur). Il assurera la conduite des affaires du Comité jusqu'à la 50<sup>e</sup> session ministérielle prévue à Malabo durant le premier semestre 2020. L'UNOCA a réitéré sa disponibilité à apporter un appui en vue de la réussite du mandat dudit bureau et à continuer à accompagner les Etats en matière de promotion de la paix et de la sécurité en Afrique centrale. Plusieurs autres hautes personnalités de l'ONU ont pris la parole pour soutenir cette dynamique. Il en est ainsi, entre autres, de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, M. Huang Xia, et de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU auprès de l'Union africaine, Mme Hanna Tetteh.

La 49<sup>e</sup> session ministérielle de l'UNSAC a été aussi marquée par la participation du Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Ahmad Allam-mi. Il a fait le point sur le processus de réforme institutionnelle de cette organisation sous-régionale. Il a annoncé qu'un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu le 18 décembre 2019 à Libreville pour examiner et valider les textes de cette réforme, dont l'un des principaux enjeux porte sur la transformation du Secrétariat Général de la CEEAC en Commission de la CEEAC.